

RÉHABILITER LE POLITIQUE

Pour une culture du débat

Le débat a disparu du paysage social et politique de l'Algérie, et cela est une calamité dont les effets pervers sont incommensurables et quasi inimaginables aujourd'hui.

Il ne fait pas de doute que le débat rencontre des pensées dont le point d'accord est cette rencontre irremplaçable puisqu'il permet de prendre la mesure des diversités d'opinions, des différences d'approches, de la multiplicité des conceptions et explications du monde dans lequel nous vivons.

L'Algérie a si longtemps vécu sous la domination sans partage de la pensée unique, et il y a lieu de croire que le délabrement social et politique généré par celle-ci n'a pas encore été évalué à sa juste mesure.

Il est naturellement permis de penser que la période coloniale — destruction des neurones — a parfaitement préparé cette sombre période étant entendu que cette observation constitue un indispensable ancrage dans l'histoire et certainement pas un justificatif quelconque de ce qui apparaît aujourd'hui comme étant plus que des insuffisances puisque portées par une volonté politique ferme ; précision nécessaire au regard de l'instrumentalisation systématique de cette période affreuse pour l'Algérie.

Il y a moins d'un quart de siècle, il était affirmé, sans contradiction possible, que la pensée unique était la condition sine qua non de l'action unique et forte, et que pour cela, la «démocratie» était une préoccupation seconde — secondaire — qui ne pouvait être envisagée qu'une fois le sous-développement vaincu. Le sous-développement n'a pas été vaincu, et la démocratie frappe de moins en moins fort à la porte...

Le système fondé sur le parti unique a disparu de la scène politique, mais a-t-il pour autant déserté les esprits ?

Il y a moins de temps, et aujourd'hui encore, ceux qui entendent faire du religieux le fondement du politique proposent — imposent quand ils le peuvent — la pensée unique réfractaire à toute idée de débat. Il apparaît, dès lors, que la «pensée unique» peut prendre des formes multiples et peut même, sans dommages, admettre des expressions plurielles et variées tant que celles-ci ne portent pas atteinte à son caractère dominant, faisant des concessions à peu de frais pour maintenir l'essentiel et organisant avec un incomparable talent un système éducatif hostile à l'interrogation et au doute, garant de sa perpétuation.

Le propre de la pensée, unique ou dominante, est d'être étouffante et de rendre inaudible toute autre expression que la sienne, réduisant celle-ci au rôle misérable de faire-valoir ; c'est là la caractéristique fondamentale du système de gouvernance pluripartisan en Algérie, lequel fonde le même pouvoir que celui qui prenait appui sur le parti unique.

La pensée dominante n'a rien à craindre d'un système pluripartisan qui a tourné le dos à la pensée et à la confrontation de projets politiques susceptibles de mobiliser les énergies ; elle a, par contre, tout à craindre du débat, dès lors que les citoyens décident de s'en emparer pour mieux comprendre les valeurs qui construisent le lien social, le projet commun qui fonde le vivre ensemble et, finalement, s'interroger sur le point de savoir : comment faire société ? ; en somme, se préoccuper du politique bien au-delà de ce qui relève de la politique.

Tout ce qui précède relève évidemment de la relation conflictuelle et féconde entre «la» politique et «le» politique, et c'est Marcel Gauchet qui, dans un article-entretien paru dans *Philosophie Mag* du 1^{er} mars 2007, nous indique la distinction fondamentale qu'il convient d'établir entre «la» politique et «le» politique.

«La politique est une chose récente. Elle désigne toutes les activités qui tournent autour du pouvoir par représentation qui est le pouvoir légitime dans nos sociétés. Le pouvoir vient de l'élection par les citoyens... Le politique, c'est toute autre chose, c'est tout ce qui permet à la société de tenir ensemble. Il existe depuis toujours.

La fonction du politique est de produire des sociétés humaines, car, à la différence des sociétés animales, elles n'ont pas d'existence naturelle. Les termites et les castors ne délibèrent pas, que je sache, de leur organisation collective.

Le propre des sociétés humaines est de s'autoproduire au travers du politique. Le politique assure aux sociétés une prise sur elles-mêmes.... La question se pose de savoir ce que devient le politique dans nos sociétés où la politique a pris toute la place visible.» Si l'on retient cette vision qui semble particulièrement pertinente — elle n'est rien d'autre qu'une illustration de la distinction entre le fond et la forme —, l'interrogation s'adresse à une situation essentielle puisque l'objet est l'existence même de la société et la place de l'homme en son sein. Rien de naturel à cela, mais toujours le fruit d'une volonté construite sur une meilleure compréhension de l'histoire et une plus juste élaboration du projet.

jet, générateur d'énergies. Cela ne peut être le fruit que de la réflexion et du débat, dont il a été rappelé par Marcel Gauchet, entre autres, qu'il était l'essence du politique.

Qu'en est-il de l'Algérie ? Le politique, fondement de la politique, est-il perceptible dans un ensemble humain qui semble avoir perdu tout repère de solidarité pour permettre, au-delà de la simple coexistence des individus, la fusion de l'homme et de la société, la liberté individuelle et le respect de l'autre comme socles de l'ordre social, le rejet des communautarismes quels qu'ils soient.

Une fois encore, puisque nous atteignons le demi-siècle après l'affirmation des promesses des indignés de la colonisation, quelle place pour le politique, et pourquoi la politique a-t-elle envahi tout l'espace et intimé à l'Algérien une citoyenneté au rabais, puisque la chose publique (res publica) lui est devenue étrangère et qu'il semble avoir fini par accepter ce processus de déshumanisation ?

Il est urgent de s'interroger et d'agir sur la dégradation inouïe de la fonction politique, essentielle dans toute société moderne, étant entendu que l'Algérien de ce début de siècle a rompu toute amarre avec la politique — et partant avec le politique — pour se réfugier dans une autodérision qui, aujourd'hui, lui permet de supporter l'insupportable.

Il apparaît, dès lors, que l'impératif catégorique que nul ne peut éviter est, dans ce pays si malmené, la réhabilitation du politique au-delà de tout ce qui participe à l'exercice immédiat du pouvoir, et cette réhabilitation passe par le chemin obligé de la réappropriation, démarche qui suggère que le citoyen a été dépouillé de la chose publique et que son salut et son existence sont conditionnés par un refus ferme et déterminé de ce rapt mafieux. Un citoyen dépouillé de son histoire ne relève plus de cette catégorie, encore plus si sa condition lui impose l'acceptation ou l'indifférence.

Une société dépourvue de projet ne relève plus de cette catégorie, encore plus si sa condition la conduit à l'apathie qui est la forme achevée de la complicité objective. Cette «complicité objective» ne peut être dépassée que par une volonté de changement, car il est impossible d'exprimer un mal-être sans accompagner cette lamentation d'une conscience du nécessaire bouleversement dans laquelle est puisée la volonté de changement.

Naturellement, il convient de souligner que tout refus est affirmation ; refuser une situation, c'est affirmer l'urgence de

Moncef Benouniche,
citoyen démocrate

construire ce qui en est l'opposé et de mettre en œuvre les moyens politiques — relevant du politique — permettant de se défaire de cette lamentation permanente.

Ce sont, évidemment, les acteurs du jeu politique qu'il convient d'interroger sur ce point, puisque, en l'absence de société civile, seuls les participants à la politique — responsables de l'exercice du pouvoir et partis politiques dits d'opposition — se trouvent en charge de l'élaboration de projets sociétaux réputés mobilisateurs d'énergies.

Il est vrai que ce premier semestre 2012 a été illustré par une agitation politique inhabituelle puisqu'on a vu la création d'un grand nombre de «fronts» — le «front» étant le rassemblement d'énergies diverses pour l'objectif commun minimal — dont on a du mal à comprendre les fondements politiques et qui participent de cette déliquescence du vocabulaire et du sens des mots ; et c'est jusqu'au FLN, qui n'a strictement plus rien de commun avec le FLN des années 1950 dont on se demande bien de quoi il peut libérer la nation... sinon de lui-même. Sur ce point, on ne peut qu'attendre, avec impatience, qu'il soit restitué au peuple, puisqu'il s'agit d'un patrimoine historique commun.

On a vu également des organisations dites démocratiques, comme la CNCD (Coordination nationale pour le changement et la démocratie), refuser toute expression plurielle qui s'écarte du «penser correct», porté par détenteur local de la vérité, et mourir dans la plus grande des indifférences.

On a vu aussi l'anathème jeté sur des militants de partis dits d'opposition démocratique — certains incontestables puisqu'ayant occupé, pendant un certain temps, les fonctions de responsables de l'appareil — pour avoir exprimé une pensée nuancée, différente de celle du chef et appelant au débat. On a vu encore...

Le politique aurait-il abdiqué devant l'envahissement et la perte de sens de la politique ? C'est, précisément, l'objectif poursuivi : mettre l'interrogation au cœur de toute réflexion et nul doute que cette démarche est le début du long cheminement qui peut conduire à la réhabilitation du politique — si dégradé aujourd'hui — c'est-à-dire de l'action publique au service de l'intérêt général, de la citoyenneté, du lien social.

M. B.

Publicité

PENSÉE

Vendredi 17 juin 2011, il était juste onze heures et le cœur de Tahar Hamamda cessait de battre laissant Constantine foudroyée, incrédule.

Un an plus tard, la douleur est toujours aussi vive et sa présence toujours aussi forte.

Mériem, Zeïneb et Madjid Merdaci, en renouvelant leurs sentiments de sympathie et de soutien aux Hamamda, veulent se souvenir des belles choses et du sourire généreux de Tahar.

ENTREPRISE REGIONALE DE GENIE RURAL ZACCAR

E.R.G.R. ZACCAR

Société par actions au capital social de 471.100.000 DA

Numéro registre de commerce : 98B-000465 16/00 du 01 mars 2011.

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHE

AON N° 0004/E.R.G.R./DG/012

Conformément aux dispositions de la réglementation des marchés publics, l'E.R.G.R. ZACCAR informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres AON N°0004/ERGR/DG/012, paru dans les quotidiens *le soir d'Algérie* et *Ennahar* du lundi 07 mai 2012, relatif à la Réalisation d'un forage de 180 Ml de profondeur à Zougala commune de Miliana Wilaya de Ain Defla, qu'après évaluation des offres techniques et financières, le marché est attribué provisoirement à :

Désignation	Attributaire	N.I.F.	Montant DA	Note	Observation
Réalisation Forage de 180 Ml de profondeur	EURL EHTF	000502090503267	6.260.857.20	60	Offre moins disante

Le délai de recours est fixé à dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale.

Les soumissionnaires désirant prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation des offres peuvent se rapprocher ou contacter l'E.R.G.R. ZACCAR — Haouch Rouiba Rouiba, au plus tard trois (03) jours après la première parution du présent avis.

FÉLICITATIONS

Les familles Aziri de Hydra et Benbitat du Canada, en particulier Sabrina, Zakary et Maya félicitent leur cousin

Naït Mohamed Faez pour son obtention du master en génie pharmacologique et biochimique avec mention «très bien».

Vers d'autres succès Inch'Allah.